

REPUBLIQUE DU SENEGAL



Un Peuple - Un But - Une Foi

MINISTERE DE L'ECONOMIE DES FINANCES ET DU PLAN

DIRECTION GENERALE DE LA COMPTABILITE PUBLIQUE ET DU TRESOR

DIRECTION DU SECTEUR PARAPUBLIC

**RAPPORT D'EXECUTION BUDGETAIRE DES
ETABLISSEMENTS PUBLICS, DES AGENCES
ET STRUCTURES ADMINISTRATIVES
SIMILAIRES OU ASSIMILEES AU 30
SEPTEMBRE 2015**

Liste des abréviations, acronymes et sigles

A.C.B.E.P.	Agence de Construction des Bâtiments et Edifices publics
A.N.A.C.I.M.	Agence nationale de l'Aviation civile et de la Météorologie
A.D.I.E.	Agence de l'Informatique de l'Etat
A.D.S.	Agence des Aéroports du Sénégal
A.D.E.PME	Agence de Développement et d'Encadrement des PME
A.G.P.B.E.	Agence de Gestion du Patrimoine bâti de l'Etat
A.N.A.C.I.M	Agence nationale de l'Aviation civile et de la Météorologie
ANAQ. SUP.	Autorité nationale d'Assurance Qualité de l'Enseignement supérieur
A.N.I.D.A.	Agence nationale d'Insertion et de Développement agricole
A.N.P.E.J.	Agence nationale pour la Promotion de l'Emploi des Jeunes
A.N.S.D.	Agence nationale de la Statistique et de la Démographie
A.N.A.T	Agence nationale de l'Aménagement du Territoire
A.N.E.R.	Agence nationale des Energies renouvelables
A.N.E.V	Agence nationale des Ecovillages
A.N.R.S.A.	Agence nationale de la Recherche Scientifique appliquée
A.GE.ROUTE.	Agence des Travaux et de Gestion des Routes
A.P.R.H.N.	Agence de promotion du réseau hydrographique national
A.R.T.P.	Autorité de Régulation des Postes et Télécommunications
A.S.E.R	Agence sénégalaise d'Electrification rurale
A.S.P.	Agence d'Assistance à la Sécurité de Proximité
A.S.P.I.T	Agence Sénégalaise pour la Propriété industrielle et l'Innovation technologique
A.S.P.T.	Agence Sénégalaise de Promotion touristique
ASEPEX	Agence sénégalaise de Promotion des Exportations
C.ET.U.D.	Conseil Exécutif des Transports urbains de Dakar
C.H.U.	Centre hospitalier universitaire
C.N.T.S.	Centre national de Transfusion sanguine
COSEC.	Conseil sénégalais des Chargeurs
C.R.O.U.S.	Centre régional des Œuvres universitaires Saint Louis
D.G.P.U.	Délégation générale à la Promotion des Pôles urbains de Diamniadio et du Lac Rose
E.P.S.	Etablissement public de Santé
F.E.R.A.	Fonds d'Entretien routier autonome
F.S.E.	Fonds spécial de Soutien au Secteur de l'Energie
H.P.D.	Hôpital Principal de Dakar
H.A.L.D.	Hôpital Aristide le Dantec
I.N.P.	Institut national de Pédologie
I.S.E.P.	Institut supérieur d'Enseignement professionnel
M.S.A.D.	Manufactures des Arts décoratifs de Thiès
U.C.A.D.	Université Cheikh Anta Diop de Dakar
U.V.S.	Université virtuelle du Sénégal
U.A.D.B.	Université Alioune Diop de Bambey
O.N.P.N.	Office national des Pupilles de la Nation
P.N.A.	Pharmacie nationale d'Approvisionnement
O.LAG.	Office du Lac de Guiers
O.N.AS.	Office national d'Assainissement
O.N.F.P.	Office national de Formation professionnelle

SOMMAIRE

Résumé analytique.....	5
Analyse de l'exécution budgétaire des agences et structures administratives similaires ou assimilées et des autres établissements publics.....	6
Analyse de l'exécution budgétaire des Etablissements publics de Santé (EPS).....	13
Analyse de l'exécution budgétaire des Etablissements d'Enseignement supérieur et des Centres des Œuvres universitaires.....	17
Synthèse finale et recommandations.....	19

ANNEXES

Annexe n°1 :	Exécution globale du budget
Annexe n°2 :	Composition de l'endettement global
Annexe n°3 :	Niveau de mobilisation des ressources des agences et structures assimilées et des autres établissements publics
Annexe n°4 :	Situation de la consommation des crédits des agences et structures assimilées et des autres établissements publics
Annexe n°5 :	Composition de l'endettement des agences et structures assimilées et des autres établissements publics
Annexe n°6 :	Niveau de mobilisation des ressources des EPS
Annexe n°7 :	Niveau de consommation des crédits des EPS
Annexe n°8 :	Composition de l'endettement des EPS
Annexe n°10 :	Niveau de consommation des crédits des universités et des centres des œuvres universitaires
Annexe n°11 :	Composition de la dette des universités et des centres des œuvres universitaires

Liste des tableaux

Tableau n°1 :	Composition de la dette globale
Tableau n°2 :	Niveau de consommation des crédits de l'AGEROUTE
Tableau n°3 :	Niveau de mobilisation des ressources des EPS
Tableau n°4 :	Endettement de l'hôpital Principal de Dakar
Tableau n°5 :	Composition de la dette de l'HOGGY
Tableau n°6 :	Niveau de consommation des crédits de l'hôpital Albert Royer

Liste des graphiques

Graphique n°1 :	Exécution globale du budget
Graphique n°2 :	Niveau de consommation des crédits des agences et des autres établissements publics
Graphique n°3 :	Niveau d'absorption des crédits de l'ASER
Graphique n°4 :	Niveau d'absorption des crédits des EPS
Graphique n°5 :	Composition de la dette des universités et centres des œuvres universitaires

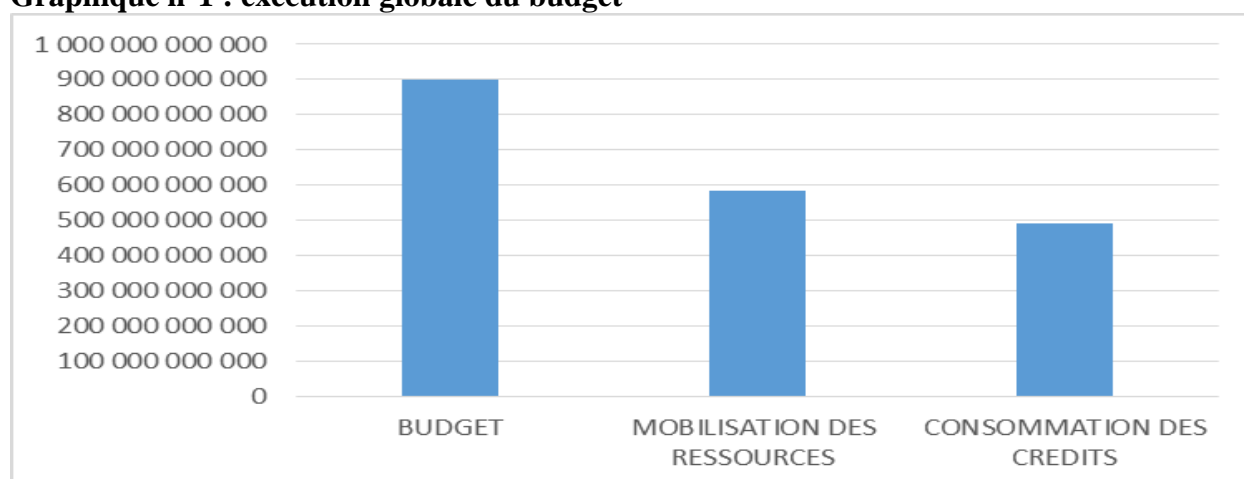
RESUME ANALYTIQUE

Le présent rapport analyse l'exécution budgétaire de quarante-six (46) entités publiques dont trente-deux (32) agences et établissements publics, neuf (9) établissements publics de santé et cinq (5) universités et centres des œuvres universitaires au terme des trois premiers trimestres de l'exercice 2015.

Ces entités cumulent un budget de 900 847 475 597 francs au titre de la gestion 2015. Le niveau de mobilisation globale des ressources à la date du 30 septembre 2015 se situe à 64,91% des prévisions, soit un montant de 584 774 101 270 francs. Le taux d'absorption des crédits ouverts ressort en retrait à 54,52%, soit 491 135 226 623 francs en valeur absolue.

Les dotations destinées à la prise en charge des dépenses de personnel, arrêtées à 72 518 461 407 francs, sont consommées à hauteur de 79,08% pour un montant de 57 347 451 604 francs.

Graphique n°1 : exécution globale du budget



L'endettement de ces entités est arrêté au terme des neuf mois d'exécution du budget à 78 567 883 256 francs. Il est constitué d'une dette fournisseurs de 47 409 504 514 francs, d'un passif fiscal de 20 674 832 913 francs et d'une dette sociale évaluée à 10 483 545 829 francs.

Tableau n°1 : composition de la dette globale

	DETTE FOURNISSEURS	DETTE FISCALE	DETTE SOCIALE	TOTAL
MONTANT	47 409 504 514	20 674 832 913	10 483 545 829	78 567 883 256
PART RELATIVE	60,34%	26,31%	13,34%	100,00%

Analyse de l'exécution budgétaire des agences et structures administratives similaires ou assimilées et des autres établissements publics

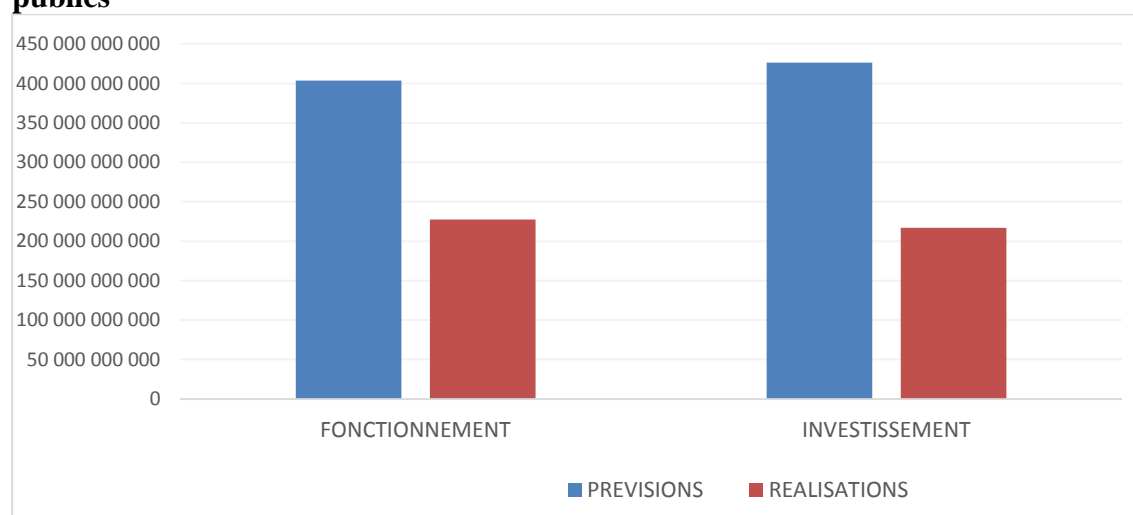
Les trente-deux (32) agences et établissements publics¹ cumulent un budget de 829 748 086 048 francs au titre de l'exercice 2015. Les subventions de l'Etat, attendues pour un montant de 214 170 300 429, concourent à hauteur de 25,81% à ce budget.

Au terme des trois premiers trimestres, le niveau de mobilisation globale des ressources ressort à 63,31%, soit 525 274 194 889 francs en valeur absolue. Le taux de décaissement des dotations de l'Etat suit la même tendance à 64,41% pour le montant de 137 957 673 333 francs.

L'absorption des crédits ouverts s'établit à 444 321 040 136 francs, soit 53,55% du budget. Les crédits destinés à la prise en charge des dépenses de personnel, arrêtés à 34 597 584 935 francs, sont consommés à hauteur de 75,06%, soit un montant de 25 970 276 652 francs.

La dette cumulée par ces structures est arrêtée à 52 146 115 964 francs à la date du 30 septembre 2015. Elle est constituée d'un passif fiscal d'un montant de 11 433 020 996 francs, d'une dette sociale s'élevant à 399 028 505 francs alors que les montants dus aux fournisseurs sont arrêtés à 40 314 066 463 francs.

Graphique n°2 : niveau de consommation des crédits des agences et des autres établissements publics



¹ Pour les établissements publics, il s'agit de ITA, OLAG, OFOR, CETUD, INP

Agence sénégalaise d'Electrification rurale (ASER)

L'Etat du Sénégal a signé avec l'Agence sénégalaise d'Electrification rurale (ASER) un contrat de performance (CDP) couvrant la période 2015-2017. L'exécution efficiente de ce CDP doit contribuer à terme à l'atteinte de l'objectif d'un taux d'électrification rurale de 60%, de 497 000 ménages et 7 187 villages électrifiés.

Le budget de l'ASER est arrêté pour la gestion 2015 à un montant de 30 129 228 658 francs. Au terme du troisième trimestre, le niveau global de mobilisation des ressources se situe à 17 218 461 613 francs, soit 57,15% des prévisions. Le rythme de consommation des crédits ressort à 32,15% du budget, soit 9 685 847 500 francs en valeur absolue.

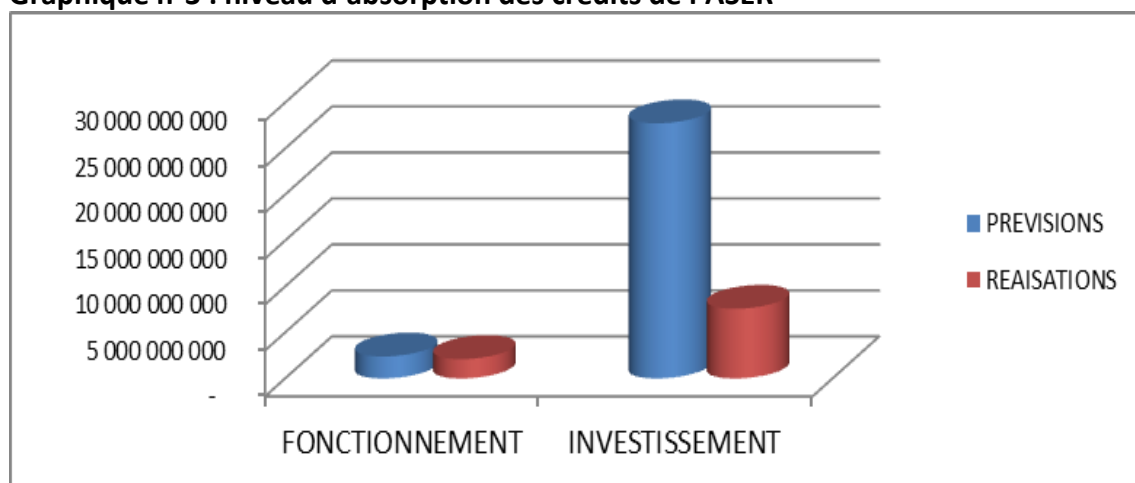
Les crédits destinés au financement des programmes d'investissement, d'un montant de 27 742 686 311 francs, sont mobilisés à concurrence de 15 717 292 593 francs, soit 56,65% en valeur relative au terme des trois premiers trimestres de l'exercice 2015. L'exécution de ce budget d'investissement en charges reste en retrait avec 7 580 661 518 francs, soit 27,32% des crédits ouverts.

Le niveau d'exécution du budget de fonctionnement se situe à 88, 21% en valeur relative, soit 2 105 185 982 francs en valeur absolue pour une prévision de 2 386 542 347 francs.

Les charges de personnel sont provisionnées pour un montant de 1 525 998 238 francs, soit 63,9% des crédits de fonctionnement, en conformité avec le taux plafond de 78% fixé dans le CDP pour l'année 2015. Le taux d'absorption de ces crédits s'établit 58,12% au 30 septembre 2015, soit 886 979 910 francs.

Enfin, l'endettement global de l'Agence est arrêté à 1 572 256 819 francs à la date du 30 septembre 2015, soit une hausse de 308 256 714 francs en valeur absolue et 24,39% en valeur relative par rapport au trimestre précédent.

Graphique n°3 : niveau d'absorption des crédits de l'ASER



Agence nationale des Energies renouvelables (ANER)

Pour l'exercice 2015, le budget de l'ANER s'élève à 1 631 070 879 francs. Les crédits ouverts pour le fonctionnement représentent 45,65% des prévisions globales, soit un montant de 744 500 000 francs. Le financement des programmes d'investissements est projeté à 886 570 879 francs, soit 54,35% du budget.

Au terme du troisième trimestre, les ressources sont intégralement mobilisées. Cependant sur la même période, le niveau de consommations des crédits reste mitigé avec un taux de 30,34% ou 494 839 974 francs en valeur absolue. Cette faiblesse est principalement expliquée par une exécution du budget d'investissement de 1,12%, soit un montant de 9 915 797 francs contre des prévisions de 886 570 879 francs.

Les charges de personnel sont provisionnées pour un montant de 439 000 000 francs, soit 26,91% du budget global et 58,97% des crédits de fonctionnement. La consommation de ces crédits au 30 septembre 2015 se situe à 69,6% en valeur relative et 305 5461 426 francs en valeur absolue.

Relativement à l'endettement, les créances des fournisseurs sur l'Agence s'élèvent à 7 315 725 francs alors que les dettes sociales se chiffrent à 1 923 720 francs, soit un endettement global de 9 239 445 francs, en hausse de 49,41% par rapport au trimestre précédent.

Fonds Spécial de Soutien au Secteur de l'Energie (FSE)

Le budget du Fonds Spécial de Soutien au Secteur de l'Energie (FSE) est arrêté pour la gestion 2015 à 280 078 353 412 francs CFA. Les ressources prévisionnelles sont mobilisées pour un montant de 171 4747 094 138 francs, soit 61,32% en valeur relative. Le niveau d'absorption globale des crédits ouverts se situe à 51,46%, soit 144 121 952 816 francs en valeur absolue.

Les charges de personnel, provisionnées à hauteur de 216 840 000 francs, sont consommées à hauteur de 59%, soit 127 943 280 francs en valeur absolue au terme du troisième trimestre.

L'endettement demeure faible à 7 605 556 francs mais en légère hausse de 2 533 096 francs CFA par rapport au trimestre précédent. Il est constitué d'une dette fiscale de 5 418 026 francs CFA, d'un passif social de 1 069 874 francs et d'une dette fournisseurs de 1 117 656 francs CFA.

Agence des Travaux et de Gestion des Routes (AGEROUTE)

Le budget réaménagé de l'Agence des Travaux et de Gestion des Routes (AGEROUTE) est arrêté à 306 509 612 147 francs CFA. Au bout de neuf (9) mois d'exécution, les ressources sont mobilisées pour un montant de 218 852 453 160 francs représentant 71,4% des prévisions. Les premiers décaissements d'EXIMBANK CHINA dans le cadre du projet d'autoroute Ila Touba ont fortement contribué à ce taux d'exécution en ressources.

Le niveau de consommation des crédits de l'Agence s'établit à 58,4% du budget, soit 178 870 864 811 francs en valeur absolue. Le niveau d'absorption des charges de personnel se situe à 66,6%, soit un montant de 1 867 654 246 francs pour une provision annuelle de 2 804 100 780 francs. L'endettement de l'Agence, entièrement constitué de créances des fournisseurs sur la structure, s'établit à la date du 30 septembre 2015 à 29 836 602 991 francs.

Tableau n° 2 : niveau de consommation des crédits de l'AGEROUTE

	PREVISIONS	REALISATIONS	NIVEAU EXECUTION
FONCTIONNEMENT	4 521 351 396	2 951 183 737	65,27%
INVESTISSEMENT	301 988 260 751	175 919 681 074	58,25%
TOTAL	306 509 612 147	178 870 864 811	58,36%

Agence nationale d'Insertion et de Développement agricole (ANIDA)

Les crédits ouverts par l'Agence nationale d'Insertion et de Développement agricole (ANIDA) pour l'année 2015 s'élèvent à 4 560 725 878 francs. Les dotations prévues pour l'investissement représentent 74,63% de ce budget, soit 3 403 876 178 francs en valeur absolue. Le budget de fonctionnement est abondé pour un montant de 1 156 849 700 francs représentant 25,37% des prévisions globales.

La dotation annuelle de l'Etat prévue pour un montant de 3 700 000 000 francs concourt pour 81,13% à la couverture de ce budget.

A la fin du troisième trimestre, le niveau de mobilisation des ressources de l'Agence se situe à 34,22% des prévisions, soit 1 560 725 878 francs en valeur absolue. Les dotations de l'Etat destinées au fonctionnement, prévues pour un montant de 1 156 849 700 francs, sont mobilisées à hauteur de 60,51%, soit 700 000 000 francs CFA en valeur absolue. Les transferts en capital de l'Etat n'ont par contre pas été réalisés.

Le rythme de consommation globale des crédits reste en retrait à 1 071 625 168 francs, soit 23,5% des crédits ouverts. L'absorption des crédits de fonctionnement ressort à 718 716 263 francs, soit 62,36% des crédits ouverts tandis que le niveau de consommation des crédits d'investissement se situe à 10,37% des prévisions pour un montant 352 908 905 francs. Les crédits ouverts pour les charges de personnel, évaluées à 705 633 600 francs, sont consommés à hauteur de 70,53%, soit un montant de 497 702 257 francs.

Enfin, le niveau d'endettement de l'Agence s'élève à la date du 30 septembre 2015 à 89 026 063 francs. Cette dette résulte d'un passif fiscal arrêté à 49 106 312 francs et de créances de fournisseurs sur l'Agence pour un montant de 39 919 751 francs.

Agence nationale de l'Aviation civile et de la Météorologie (ANACIM)

L'Agence nationale de l'Aviation civile et de la Météorologie (ANACIM) est créée par le décret n° 2011-1055 du 28 juillet 2011. Elle est principalement chargée de la gestion, du contrôle et de la réglementation des activités de l'Aviation civile et de la Météorologie du Sénégal.

Le budget de l'ANACIM est arrêté à 6 684 345 509 francs au titre de la gestion 2015. Les crédits ouverts pour le fonctionnement, soit un montant de 6 542 721 036 francs représentant 97,88% des prévisions totales. La couverture des programmes d'investissement est projetée à 141 624 273 francs CFA.

Le niveau de mobilisation des ressources au terme du troisième trimestre se situe à 47,78% soit un montant de 3 126 926 826 francs. Le rythme de consommation des crédits s'établit à 56,66% pour un montant 3 787 532 678 francs. Les charges de personnel, provisionnées pour un montant 4 120 488 210 francs, sont consommées à hauteur de 76,48%, soit un montant de 3 151 593 660 francs.

Enfin, la dette de l'Agence se chiffre à 4 641 601 887 francs et est composée essentiellement d'un passif fiscal de 4 565 489 869 francs ainsi qu'un endettement vis-à-vis des fournisseurs arrêté à 76 112 018 francs au terme du troisième trimestre 2015.

Délégation générale à la Protection sociale et à la Solidarité nationale (DGPSSN)

La Délégation générale à la Protection sociale et à la Solidarité nationale a notamment pour missions l'impulsion et la mise en œuvre des politiques publiques en matière de protection sociale, de solidarité nationale, mais également la coordination de la Stratégie nationale de Protection sociale.

Les crédits ouverts au titre de la gestion 2015 de la DGPSSN s'élèvent à 27 450 594 500 francs. La couverture des opérations d'investissements est prévue pour un montant de 22 548 194 500 francs, soit 82,14% des prévisions globales alors que le budget de fonctionnement est arrêté à 4 902 400 000 francs, soit 17,86% des ouvertures de crédits. Les charges de personnel sont provisionnées pour un montant de 1 427 000 000 francs.

A la fin du troisième trimestre, le niveau de mobilisation des ressources se situe à 69,61% du budget, soit un montant de 19 109 248 771 francs. Le rythme de consommation des crédits ressort à 35,58%, soit un montant de 9 768 196 681 francs.

La DGPSSN n'enregistre enfin aucune dette dans ses livres à la date du 30 septembre 2015.

Agence de Régulation des Marchés (ARM)

L'Agence de Régulation des Marchés (ARM), créée par le décret n°2013-997 du 16 juillet 2013, a pour mission le suivi et la régulation des marchés sur l'étendue du territoire national. Aussi, met-elle en place un système de veille pour un meilleur approvisionnement du marché mais également pour la promotion de la commercialisation des productions agricoles domestiques.

Pour la réalisation de ses missions, l'ARM a voté au titre de la gestion 2015 un budget arrêté à 1 283 333 180 francs CFA. Les programmes d'investissements absorbent 72,03% de ces dotations soit un montant de 924 348 914 francs. Les crédits de fonctionnement représentent 27,97% du budget, soit 358 984 266 francs en valeur absolue.

Au terme des trois premiers trimestres de l'année, les ressources sont mobilisées globalement pour un montant de 1 124 476 199 francs, soit 87,62%. Le niveau d'exécution du budget en charges se situe à 20,91% pour une consommation globale des crédits ouverts arrêtée à 268 345 165 francs. Ce faible taux d'absorption des crédits s'explique principalement par la non consommation des crédits d'investissements (taux d'absorption de 1,74%).

Les crédits destinés aux « charges de personnel », soit 279 086 266 francs, sont consommés à hauteur de 78,53% représentant un montant de 219 167 211 francs pour un effectif global de 106 agents.

Enfin, l'endettement de l'Agence de régulation des marchés d'élève à 184 005 628 francs à la date du 30 septembre 2015. Il est composé :

- d'une dette fournisseurs de 37 936 275 francs CFA ;
- d'une dette sociale de 109 609 975 francs CFA ; et
- d'une dette fiscale de 36 459 378 francs CFA.

Agence nationale de la petite Enfance et de la Case des Tout-Petits (ANPECTP)

Le budget de l'Agence nationale de la petite Enfance et de la Case des Tout-Petits (ANPECTP) est arrêté à 2 936 422 928 francs CFA pour la gestion 2015. Les deux tiers du budget, soit un montant de 1 957 558 928 francs sont destinés à l'investissement alors que les crédits ouverts pour le fonctionnement de l'Agence se situent à 978 864 000 francs représentant 33,34% des prévisions totales.

Le niveau de mobilisation globale des ressources au terme des trois premiers trimestres se situe à 40,21% soit 1 180 864 000 francs en valeur absolue. Ce faible taux s'explique notamment par la non mobilisation des dotations attendues des organismes internationaux d'un montant total de 779 000 000 francs. En effet, les subventions de l'Etat au profit de

l'ANPECTP, prévues pour un montant de 1 679 022 928 francs, sont recouvrées à hauteur de 70,33%, soit 1 180 864 000 francs en valeur absolue.

Sur la même période, le rythme d'absorption des crédits, qui ressort à 33,45% du budget soit 982 110 079 francs en valeur absolue, devrait être amélioré. Les provisions pour charges de personnel sont estimées à 630 000 000 francs représentant 21,45% du budget global et 64,36% des crédits de fonctionnement.

L'Agence n'a pas d'endettement au terme du troisième trimestre.

Institut de Technologie alimentaire (ITA)

L'institut de Technologie alimentaire (ITA), créé par la loi n°63-11 du 5 février 1963, jouit depuis 1998 d'un statut d'établissement public à caractère scientifique et technologique avec comme principale mission la conduite de recherches appliquées afin de favoriser la valorisation de la production et de ses dérivés par les entreprises du secteur agro-industriel, l'artisanat et les ménages du Sénégal et dans la sous-région.

L'ITA a signé un contrat de performance (CDP) 2014-2016 avec l'Etat du Sénégal le 12 mars 2014. Ce CDP, qui opérationnalise le plan stratégique de développement de l'Institut, lui assigne des objectifs dont la réalisation est suivie dans le cadre d'un comité interministériel en contrepartie d'engagements financiers de l'Etat.

Au titre de la gestion 2015, le budget de l'institut est voté pour un montant de 1 997 394 050 francs. Il est exécuté en ressources à hauteur de 72,01%, soit 1 438 350 156 francs.

Le niveau d'absorption des crédits ouverts reste faible au terme du troisième trimestre, avec un montant de 674 889 508 francs, soit 33,79% des prévisions. Les charges de personnel sont provisionnées à hauteur de 602 836 586 francs pour un effectif global de 73 agents. Au terme du trimestre, 48,1% de ces crédits sont consommés, soit un montant de 289 936 441 francs.

Enfin relativement à l'endettement, les créances des fournisseurs sur l'ITA se chiffrent à 19 522 052 francs.

Analyse de l'exécution budgétaire des Etablissements publics de Santé (EPS)

Les neuf (9) établissements publics de santé² cumulent un budget de 36 344 479 537 francs au titre de la gestion 2015. Les crédits ouverts pour le fonctionnement de ces structures représentent 81,72% de ce budget, soit un montant de 29 702 381 517 francs en valeur absolue. Les charges de personnel sont provisionnées pour un montant de 14 988 152 622 francs, soit 41,24% du budget global et 50,46% des dotations de fonctionnement.

Les investissements sont projetés pour un montant de 6 642 098 020 francs, soit 18,28% du budget global.

Au terme du troisième trimestre, le niveau de mobilisation globale des ressources ressort à 69,11% pour un montant de 25 118 040 647 francs dont une mobilisation des subventions de l'Etat correspondant à 76,4%, soit un montant de 6 619 580 095 francs pour une prévision de 8 665 241 289 francs.

La consommation globale des crédits s'élève à 18 093 128 314 francs représentant moins de la moitié du budget (49,78%). Le niveau d'absorption des crédits de fonctionnement se situe à 55,34% des prévisions, soit un montant de 16 438 306 865 francs. Concernant l'investissement, seuls 24,91% des prévisions connaissent une exécution soit 1 654 821 449 francs en valeur absolue.

L'endettement global de ces EPS est arrêté à 14 535 478 198 francs dont 52,49%, soit un montant de 7 630 070 889 francs, est constitué d'une dette fiscale. Les créances des fournisseurs s'élèvent à 1 863 531 232 francs alors que la dette sociale s'établit à 5 041 876 077 francs, représentant 34,69% des dépenses à payer.

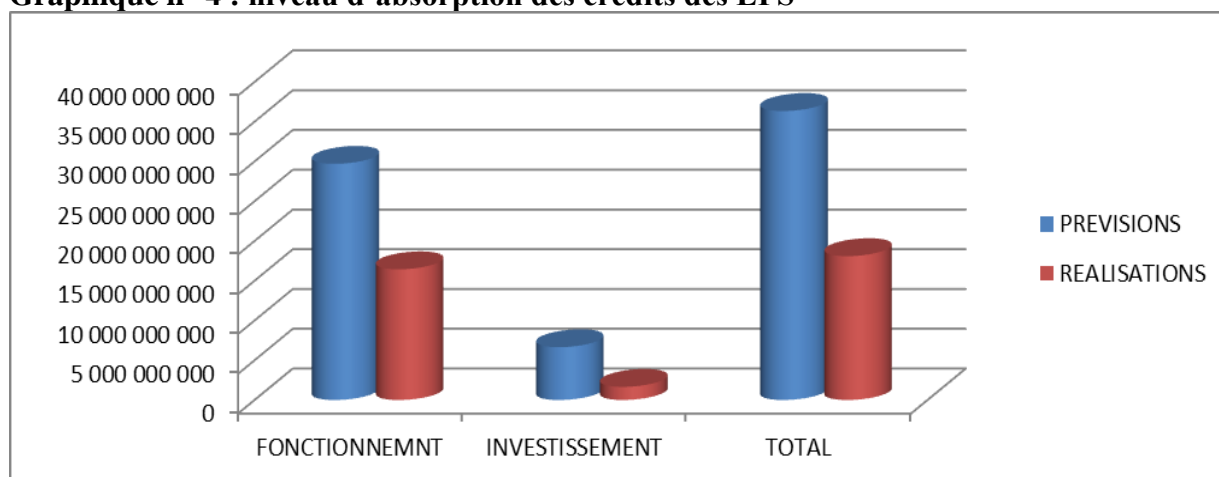
L'importance de ce passif fiscal nécessite une analyse approfondie et la prise de mesures à l'effet d'éviter leur reconstitution et de mettre en place un mécanisme contraignant pour l'apurement progressif des arriérés.

Tableau n° 3 : niveau de mobilisation des ressources des EPS (en francs CFA)

BUDGET	PREVISIONS	REALISATIONS	TAUX
FONCTIONNEMENT	29 702 381 517	20 619 438 224	69,42%
INVESTISSEMENT	6 642 098 020	4 498 602 423	67,73%
TOTAL	36 344 479 537	25 118 040 647	69,11%

² Il s'agit de : HPD, HALD, CNTS, DALAL JAMM, ROI BAUDOIN, EINRICH LUBKE DE DIOURBEL, HOGGY, IHS, EPS ALBERT ROYER

Graphique n° 4 : niveau d'absorption des crédits des EPS



Hôpital Aristide Le Dantec (HALD)

Le budget de l'hôpital Aristide le Dantec est arrêté à 10 418 941 790 francs dont 75,36%, soit 7 851 728 900 francs, est destiné au fonctionnement. Les crédits ouverts pour l'investissement s'élèvent à 2 567 212 890 francs représentant 24,64% du budget.

Le budget est réalisé en ressources à hauteur de 5 935 540 812 francs, soit 56,97% des prévisions. Les subventions attendues de l'Etat, d'un montant de 2 621 787 000 francs, sont mobilisées à hauteur de 1 740 751 319 francs soit un taux de décaissement de 66,4% pour les trois premiers trimestres.

Le rythme d'absorption globale des crédits reste mitigé avec un taux de 41,07% ou 4 279 034 566 francs en valeur absolue. Le budget de fonctionnement est exécuté à hauteur de 55,35%, soit 3 607 944 056 francs en valeur absolue alors que les consommations des crédits d'investissements ressortent à 671 090 510 francs représentant 26,14% des prévisions.

Au terme du troisième trimestre, l'endettement de l'hôpital s'établit à 320 029 165 francs décomposé comme suit :

- dettes fournisseurs : 23 835 308 francs ;
- dettes fiscales : 220 662 013 francs ;
- dettes sociales : 74 531 844 francs.

Hôpital Principal de Dakar (HPD)

Les crédits ouverts pour le fonctionnement de l'hôpital Principal de Dakar au titre de la gestion 2015 s'élèvent à 10 271 108 104 francs alors que le financement des programmes d'investissement est à 507 147 712 francs, soit un budget global de 10 778 255 816 francs.

Ce budget est abondé à hauteur de 17,4% par les subventions attendues de l'Etat, soit un montant de 1 870 167 000 francs.

A la date du 30 septembre 2015, les mobilisations des ressources sont en ligne avec les prévisions avec un taux de 79,09% soit 8 524 481 440 francs en valeur absolue. Les subventions de l'Etat sont entièrement recouvrées.

L'exécution en dépenses du budget révèle un taux d'absorption de 52,79% pour un montant de 5 689 756 151 francs. Les crédits ouverts pour les charges de personnel, d'un montant de 5 361 618 373 francs représentant 49,7% du budget, sont consommés à hauteur de 60,5%, soit 3 244 095 605 francs.

L'endettement de l'établissement public de santé reste très important à 7 618 707 328 francs avec des dettes fiscales et sociales conséquentes

Tableau n°4 : endettement de l'hôpital Principal de Dakar (en francs CFA)

	Dettes Fournisseurs	Dettes fiscales	Dettes sociales	Total
Montant	270 101 754	3 980 310 120	3 368 295 454	7 618 707 328

Hôpital général de Grand Yoff (HOGGY)

Le budget de l'hôpital général de Grand Yoff est arrêté à 7 255 752 530 francs en 2015. Les crédits ouverts pour le fonctionnement s'élèvent à 6 364 312 980 francs, soit 87,71% des prévisions totales. La prise en charge des programmes d'investissement est projetée à 891 439 550 francs ou 12,29% du budget.

Les prévisions en ressources sont réalisées pour un montant de 5 354 719 034 francs, soit un taux de 73,8%. Les subventions de l'Etat, prévues pour un montant de 1 713 275 000 francs, sont recouvrées à hauteur de 92,88%, soit 1 591 190 352 francs en valeur absolue.

Le rythme de consommation des crédits reste modéré en se situant à 64,97% ou 4 714 140 659 francs en valeur absolue. Les dotations pour les charges de personnel provisionnées pour un montant de 4 044 020 282 francs sont consommées à hauteur de 3 006 680 272 francs soit un niveau de 74,36%.

Le niveau d'endettement de la structure se chiffre à 6 144 006 991 francs. La dette est décomposée ainsi qu'il suit :

Tableau n°5 : composition de la dette de l'HOGGY (en francs CFA)

	Dettes Fournisseurs	Dettes fiscales	Dettes sociales	Total
Montant	1 317 247 874	3 227 916 102	1 598 843 015	6 144 006 991

Centre national hospitalier pour Enfants Albert Royer

Les crédits ouverts par l'établissement public de santé Albert Royer au titre de la gestion 2015 s'élèvent à 3 276 144 105 francs répartis quasi équitablement entre le fonctionnement et l'investissement. La couverture de ce budget est assurée à 21,3% par des subventions de l'Etat, soit 697 667 261 francs.

Les ressources sont recouvrées, après les trois premiers trimestres, pour un montant de 2 600 138 958 francs représentant 79,37% des prévisions. Le rythme de décaissement des dotations de l'Etat ressort à 85,02% soit 593 133 802 francs.

L'absorption des crédits reste faible à 39,4% des crédits ouverts, soit un montant de 1 290 667 565 francs. La faiblesse du rythme de consommation des crédits d'investissement à 9,88% explique cette performance mitigée.

Tableau n°6 : niveau de consommation des crédits de l'hôpital Albert Royer

	FONCTIONNEMENT	INVESTISSEMENT	TOTAL
PREVISIONS	1 672 868 512	1 603 275 593	3 276 144 105
REALISATIONS	1 132 267 791	158 399 774	1 290 667 565
NIVEAUX	67,68%	9,88%	39,40%

Les créances des fournisseurs sur la structure de santé sont arrêtées à 14 214 988 francs alors que son passif fiscal s'élève à 159 000 000 francs d'où un endettement global de 173 214 988 francs à la date du 30 septembre 2015.

Analyse de l'exécution budgétaire des Etablissements d'enseignement supérieur et des centres des œuvres universitaires

Les cinq (5) universités et centre des œuvres universitaires ³ cumulent un budget de 34 754 910 012 francs pour l'exercice 2015. Ces prévisions sont mobilisées à hauteur de 98,93%, soit 34 381 865 734 francs. Les crédits ouverts sont consommés pour un montant de 28 721 058 173 francs pour un taux de 82,64%.

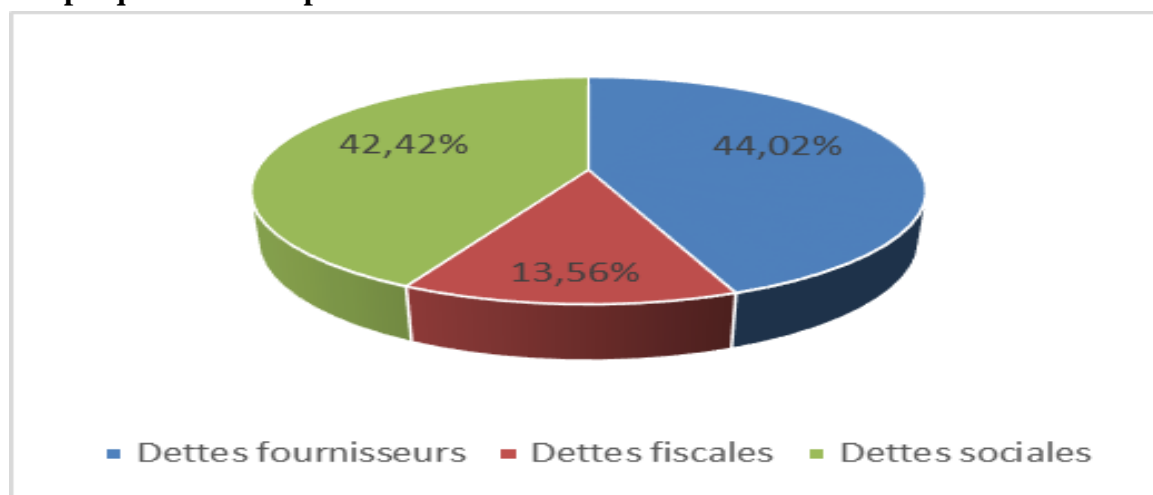
L'absorption des crédits de fonctionnement ressort à 28 721 058 173 francs pour un niveau de 94,94%. Les provisions pour charges de personnel évaluées à 22 932 723 850 francs sont exécutées à hauteur de 92,67%, soit 21 252 153 624 francs en valeur absolue.

Les investissements dont le financement est projeté en 2015 pour un montant de 1 759 834 688 francs, sont exécutés à un taux de 14,29%, soit 251 456 009 francs en valeur absolue.

Au terme des trois premiers trimestres, la dette cumulée de ces structures s'élève à 11 886 289 094 francs. Elle se décompose ainsi qu'il suit :

- dettes fournisseurs : 5 231 906 819 francs ;
- dettes fiscales : 1 611 741 028 francs ; et
- dettes sociales : 5 042 641 247 francs.

Graphique n° 5 : composition de la dette des universités et centres des œuvres universitaires



³ UCAD, CROUSS, UALDB, UNIVERSITE THIES, ECOLE POLYTECHNIQUE DE THIES

Centre des Œuvres universitaires de Saint-Louis (CROUS)

Au titre de l'exercice 2015, les crédits ouverts pour la réalisation des activités du CROUS sont passés de 4 333 792 000 francs à 4 835 792 000 francs, à la suite d'une dotation supplémentaire de l'Etat pour un montant de 500 000 000 francs. Les subventions de l'Etat, évaluées à 3 852 815 000 francs, contribuent à hauteur de 79,71% à la couverture de ce budget.

Les prévisions sont réalisées en recettes pour un montant de 4 418 131 784 francs, soit un taux de mobilisation de 91,4% au terme du troisième trimestre. Dans ce cadre, les transferts de l'Etat sont entièrement mobilisés, soit 3 752 815 000 francs.

Le niveau global d'absorption des crédits suit la même tendance avec un taux de 91,03%, soit 4 400 345 544 francs en valeur absolue. Les dotations prévues pour la prise en charge des dépenses de personnel, d'un montant de 1 908 042 000 francs, sont exécutées à hauteur de 81,35%, soit 1 552 275 776 francs en valeur absolue.

La dette du CROUS s'élève à 4 225 619 607 francs. Elle est constituée des créances des fournisseurs pour un montant de 2 644 768 310 francs dont 830 475 476 francs d'arriérés dus à la Sénégalaise des Eaux (SDE) et 1 330 713 318 francs de factures d'électricité impayées. Le stock de passif fiscal, constitué depuis 2001, s'établit à 1 580 851 297 francs.

Université Cheikh Anta Diop de Dakar (UCAD)

Les crédits ouverts par le **Rectorat et les écoles et instituts rattachés** pour la gestion 2015 sont arrêtés à 22 193 981 164 francs dont 97,9% sont réservés au fonctionnement, soit 21 728 234 740 francs en valeur absolue.

La mobilisation des ressources s'établit à 23 558 900 783 francs, soit 106,15% des prévisions initiales. Une autorisation spéciale de recettes et de dépenses devrait ainsi s'opérer pour l'affectation de cet excédent de ressources.

Le rythme d'absorption globale des crédits ressort à 83,34% soit un montant de 18 670 084 175 francs après neuf (9) mois d'exécution. Les provisions destinées à la prise en charge des dépenses de personnel, d'un montant de 16 368 796 632 francs, sont exécutées à hauteur de 95,39%, soit 15 614 044 347 francs au terme du troisième trimestre.

La dette globale du Rectorat et des écoles et instituts rattachés est arrêtée à 7 477 927 332 francs dont un montant de 2 447 002 900 francs est constitué des créances des fournisseurs alors que la dette due aux institutions de prévoyance sociale s'établit à 5 030 924 432 francs.

Synthèse finale et recommandations

Les niveaux d'exécution des budgets des différents organismes publics autonomes sont globalement corrects au 30 septembre 2015. Des écarts importants sont toutefois notés entre les sections de fonctionnement et les sections investissement. Des contreperformances notables peuvent être signalées dans le cas notamment de l'ANER et de l'ARM qui à cette date connaissent des taux d'exécution respectivement de 1,12% et 1,74% de leur budget d'investissement. Les ressources d'investissement étant mobilisées à 100% pour l'ANER et plus de 87% pour l'ARM, les raisons des retards dans l'exécution ne peuvent certainement trouver que des explications internes notamment la non maîtrise de la procédure d'exécution des dépenses.

La généralisation des contrats de performance permettra à terme de mieux mesurer et de mieux contrôler les performances des agences dans ce domaine. A ce titre, l'ASEPEX, l'ADEPME, l'ANGMV (Agence nationale de la Grande Muraille verte) ont signé leur contrat en janvier et février 2016. La signature des contrats de l'ANIDA, de la PNA, de l'ONAS, de l'ANACIM, de l'ANPECTP et de HASSMAR est attendue instamment.

Dans le cas de l'ASER, on note une amélioration notable du taux d'exécution du budget d'investissement établi à 27,32% comparativement à la même période de 2014 (17,6%) même si des efforts importants doivent encore être faits.

En outre, on continue à noter un fort endettement notamment fiscal des établissements publics de santé (EPS) trouvant son origine dans les déficits structurels de ces entités qui pour la plupart réclament des créances à l'Etat liées à des gratuités (imputation budgétaire, plan SESAME etc.). L'apurement de la dette de l'Etat précédé le cas échéant de croisement de dettes réciproques peut contribuer à faciliter le règlement du passif notamment fiscal. Cette opération ne peut être qu'une mesure conjoncturelle à combiner nécessairement avec :

- la signature de nouvelles générations de contrats de performance dépassant le cadre strict des CPOM (contrats pluriannuels d'objectifs et de moyens) qui ne visait qu'une catégorie de ressources ;
- le financement exceptionnel dans le cadre de ces contrats de performances, des investissements de mise à niveau des plateaux techniques des hôpitaux conditionné à une baisse progressive de la part relative des dépenses de fonctionnement et principalement des dépenses de personnel ;
- l'évaluation et la mise à jour du cadre juridique de la réforme de 1998 pour encadrer les conditions d'une meilleure performance dans l'exécution budgétaire et la gestion financière.

ANNEXES

Annexe n°1 : exécution globale du budget

BUDGET	MOBILISATION DES RESSOURCES		CONSOMMATION DES CREDITS	
	MONTANT (FCFA)	NIVEAU	MONTANT(F CFA)	NIVEAU
900 847 475 597	584 774 101 270	64,91%	491 135 226 623	54,52%

Annexe n°2 : composition de l'endettement global

	DETTES FOURNISSEURS	DETTE FISCALE	DETTE SOCIALE	TOTAL
MONTANT (F CFA)	47 409 504 514	20 674 832 913	10 483 545 829	78 567 883 256
TAUX	60,34%	26,31%	13,34%	100,00%

STRUCTURES	RESSOURCES DE FONCTIONNEMENT					RESSOURCES D'INVESTISSEMENT				
	PREVISIONS	Dont subvention fonctionnement	REALISATIONS	Dont subvention fonctionnement	Niveau de réalisation	PREVISIONS	Dont subvention investissement	REALISATIONS	Dont subvention investissement	Niveau de réalisation
		Etat		Etat			Etat		Etat	
ASER	2 386 542 347	2 386 542 347	1 501 169 020	1 501 169 020	62,90%	27 742 686 311	5 719 662 923	15 717 292 593	1 149 897 500	56,65%
ARM	358 984 266	227 198 000	200 127 285	170 398 500	55,75%	924 348 914	370 000 000	924 348 914	370 000 000	100,00%
ANA	728 033 000	728 033 000	528 543 564	728 033 000	72,60%	520 000 000	520 000 000	170 279 233	170 279 233	32,75%
ONAC	117 302 355	106 718 000	117 322 355	106 718 000	100,02%	20 000 000	20 000 000	9 129 495	9 129 495	45,65%
ANIDA	1 156 849 700	1 156 849 700	700 000 000	700 000 000	60,51%	3 403 876 178	2 543 150 300	860 725 878	0	25,29%
ANEV	208 879 327	208 033 000	208 879 327	208 033 000	100,00%	561 652 271	436 000 000	541 465 975	436 000 000	96,41%
ANAQ SUP	306 560 602	264 334 000	306 560 602	264 334 000	100,00%	7 100 000	7 100 000	7 100 000	7 100 000	100,00%
APRHN	154 900 000	154 900 000	154 900 000	154 900 000	100,00%	577 437 379	577 437 379	577 437 379	250 000 000	100,00%
ANCPT	978 864 000	450 464 000	450 464 000	450 464 000	46,02%	1 957 558 928	1 228 558 928	730 400 000	730 400 000	37,31%
ITA	1 572 167 295	805 380 000	1 013 123 401	604 035 000	64,44%	425 226 755	100 000 000	425 226 755	100 000 000	100,00%
ASP	3 969 422 588	3 582 422 588	3 969 422 588	3 582 422 588	100,00%	807 000 000	417 577 412	807 000 000	417 577 412	100,00%
HASSMAR	358 727 773	316 761 000	186 966 773	145 000 000	52,12%	1 732 576 214	1 600 000 000	1 732 576 214	1 600 000 000	100,00%
HALSS	2 393 245 000		1 203 898 953		50,30%	66 755 000	0	0	0	0,00%
ANACIM	6 542 821 035	266 000 000	3 126 926 826	199 500 000	47,79%	141 624 473	141 624 473	10 000 000	10 000 000	7,06%
ANER	744 500 000	744 500 000	744 500 000	744 500 000	100,00%	886 570 879	199 500 000	886 570 879	199 500 000	100,00%
FSE	280 028 853 412	19 400 000 000	171 743 893 273	-	61,33%	49 500 000	49 500 000	3 200 865	3 200 865	6,47%
ONPN	231 099 108	215 600 000	217 700 000	215 600 000	94,20%	230 194 640	200 000 000	200 000 000	200 000 000	86,88%
ACBEP	904 500 000	400 000 000	515 000 000	515 000 000	56,94%	12 354 934 379	10 056 934 379	7 548 165 144	5 250 165 144	61,09%
ADIE	1 826 577 000	1 809 077 000	1 444 632 750	1 441 632 750	79,09%	-	-	-	-	#DIV/0!
AGEROUTE	4 521 351 396	3 680 000 000	3 054 000 000	3 054 000 000	67,55%	301 988 260 751	87 686 940 000	215 798 453 160	78 545 767 387	71,46%
ANPEJ	1 499 816 757	780 000 000	772 037 457	269 540 000	51,48%	1 095 920 771	539 080 000	826 380 771	269 540 000	75,41%
ADS	19 972 557 953	-	13 821 351 476		69,20%	10 345 098 004	-	4 846 336 784	-	46,85%
FAISE	507 690 336	376 000 000	301 921 243	170 230 907	59,47%	1 476 855 333	1 124 000 000	895 509 051	579 153 718	60,64%
ASPT	3 762 502 968	2 000 000 000	1 589 126 949	908 250 000	42,24%					#DIV/0!
DGPSSN	4 902 400 000	2 500 000 000	3 147 378 056	1 900 000 000	64,20%	22 548 194 500	21 230 000 000	15 961 870 715	15 080 000 000	70,79%
INP	719 454 163	566 565 154	51 324 498	-	7,13%	117 850 400	33 434 846	111 723 090	33 434 846	94,80%
CETUD	1 291 173 835	287 500 000	700 161 970	287 500 000	54,23%	8 155 247 235	1 100 000 000	4 668 232 714	575 000 000	57,24%
FNCF	232 899 495	212 873 654	138 720 316	138 333 000	59,56%	469 901 996	202 126 346	406 109 650	138 334 000	86,42%
FERA	58 397 992 181	25 000 000 000	31 919 797 170	10 949 000 000	54,66%					#DIV/0!
OLAG	298 122 000	296 922 000	225 209 395	225 209 395	75,54%	2 078 843 212	1 100 000 000	249 389 906	249 389 906	12,00%
DGPU	2 764 743 264	420 000 000	802 953 604	50 000 000	29,04%	21 869 899 500	6 500 000 000	4 851 110 525	1 250 000 000	22,18%
OFFOR	698 739 000	350 000 000	291 812 348	291 666 667	41,76%	2 654 699 869	775 000 000	358 334 000	358 334 000	13,50%
TOTAL	404 538 272 156	69 692 673 443	245 149 825 199	29 975 469 827	60,60%	425 209 813 892	144 477 626 986	280 124 369 690	107 982 203 506	65,88%

Annexe n°4 : situation de consommation des crédits aux agences et structures assimilées et des autres établissements publics

STRUCTURES	CHARGES DE FONCTIONNEMENT					CHARGES D'INVESTISSEMENT		
	PREVISIONS	Dont Charges de personnel	REALISATIONS	Dont Charges de personnel	Niveau de réalisation	PREVISIONS	REALISATIONS	Niveau de réalisation
ASER	2 386 542 347	1 525 998 238	2 105 185 982	886 979 910	88,21%	27 742 686 311	7 580 661 518	27,32%
ARM	358 984 266	279 086 266	252 234 049	219 167 211	70,26%	924 348 914	16 111 116	1,74%
ANA	728 033 000	497 000 000	528 543 564	373 964 235	72,60%	520 000 000	170 279 233	32,75%
ONAC	117 302 355	55 220 497	86 282 343	39 282 589	73,56%	20 000 000	9 129 495	45,65%
ANIDA	1 156 849 700	705 633 600	718 716 263	497 702 257	62,13%	3 403 876 178	352 908 905	10,37%
ANEV	208 033 000	208 033 000	176 709 518	176 709 518	84,94%	562 498 598	362 445 172	64,43%
ANAQ SUP	306 560 602	249 847 602	217 079 682	188 471 617	70,81%	7 100 000	3 261 000	45,93%
APRHN	154 900 000	146 328 857	112 642 938	107 484 360	72,72%	577 437 379	215 333 638	37,29%
ANCPT	978 864 000	658 000 000	531 108 086	381 087 171	54,26%	1 957 558 928	451 001 993	23,04%
ITA	1 694 304 028	602 836 586	621 895 672	289 936 441	36,71%	303 090 022	52 993 836	17,48%
ASP	3 969 422 588	3 459 879 469	4 596 132 669	4 313 876 114	115,79%	807 000 000	180 176 828	22,33%
HASSMAR	358 727 773	234 885 396	236 344 190	177 949 516	65,88%	1 732 576 214	55 530 960	3,21%
HALSS	2 393 245 000	1 917 802 218	1 191 161 313	1 104 652 283	49,77%	66 755 000	0	0,00%
ANACIM	6 542 821 035	4 120 488 210	3 777 791 508	3 151 393 660	57,74%	141 624 473	9 741 170	6,88%
ANER	744 500 000	439 000 000	484 924 177	305 561 426	65,13%	886 570 879	9 915 797	1,12%
FSE	280 028 853 412	216 840 000	144 120 180 931	127 943 280	51,47%	49 500 000	1 771 885	3,58%
ONPN	231 099 108	155 375 881	157 133 724	113 568 451	67,99%	230 194 640	157 514 700	68,43%
ACBEP	904 500 000	585 000 000	597 506 235	473 387 259	66,06%	12 354 934 379	7 164 194 648	57,99%
ADIE	1 764 077 000	1 407 808 175	1 320 407 636	1 115 042 303	74,85%	62 500 000	45 882 633	73,41%
AGEROUTE	4 521 351 396	2 804 100 780	2 951 183 737	1 867 654 246	65,27%	301 988 260 751	175 919 681 074	58,25%
ANPEJ	1 499 816 757	743 196 757	984 505 490	552 167 326	65,64%	1 095 920 771	617 217 554	56,32%
ADS	19 972 557 953	7 717 657 953	14 711 800 032	5 795 415 163	73,66%	10 345 098 004	5 340 810 517	51,63%
FAISE	507 690 336	235 767 501	301 921 243	176 716 177	59,47%	1 476 855 333	895 509 051	60,64%
ASPT	3 322 502 968	590 000 000	1 342 023 940	376 096 671	40,39%	440 000 000	-	0,00%
DGPSSN	4 902 400 000	1 427 000 000	2 987 763 922	1 132 340 622	60,94%	22 548 194 500	6 780 432 759	30,07%
INP	719 454 163	408 313 144	390 123 710	275 033 039	54,22%	117 850 400	37 364 654	31,71%
CETUD	1 291 173 835	850 000 000	876 855 395	457 609 643	67,91%	8 155 247 235	1 189 737 720	14,59%
FNCF	232 899 495	120 350 844	114 594 185	83 314 332	49,20%	469 901 996	150 000 000	31,92%
FERA	57 928 179 493	1 038 734 961	39 881 700 091	719 150 615	68,85%	469 812 688	413 263 194	87,96%
OLAG	298 122 000	218 000 000	225 209 395	169 127 877	75,54%	2 078 843 212	249 389 906	12,00%
DGPU	2 764 743 264	762 000 000	313 698 965	198 260 487	11,35%	21 869 899 500	8 565 279 760	39,16%
OFFOR	698 739 000	434 239 000	389 851 274	251 174 133	55,79%	2 654 699 869	20 287 561	0,76%
TOTAL	403 687 249 874	34 814 424 935	227 303 211 859	26 098 219 932	56,31%	426 060 836 174	217 017 828 277	50,94%

Annexe n°5 : composition de l'endettement des agences et structures assimilées et des autres établissements publics

STRUCTURES	dettes fournisseurs	dettes fiscales	dettes sociales	Total
ASER	1 572 256 819	0	0	1 572 256 819
ARM	37 936 275	36 459 378	109 609 975	184 005 628
ANA	47 663 600	592 320 490	86 761 521	726 745 611
ONAC	466 850	1 939 374	0	2 406 224
ANIDA	39 919 751	49 106 312	0	89 026 063
ANEV	3 508 836	53 157 997	7 914 309	64 581 142
ANAQ SUP	6 996 423	15 720 070	6 946 985	29 663 478
APRHN	0	0	0	0
ANCPT	0	0	0	0
ITA	19 522 052	0	0	19 522 052
ASP	62 640 762	13 558 422	11 293 986	87 493 170
HASSMAR	0	0	0	0
HALSS	112 905 193	1 490 980 375	136 167 281	1 740 052 849
ANER	7 315 725	0	1 923 720	9 239 445
ANACIM	76 112 018	4 565 489 869	0	4 641 601 887
FSE	1 117 656	5 418 026	1 069 874	7 605 556
ONPN	0	400	262 857	263 257
ACBEP	0	35 000 000	0	35 000 000
INP	18 177 029	9 346 835	3 663 209	31 187 073
CETUD	401 538 499	22 365 407	17 315 284	441 219 190
ADIE	435 696 500	172 789 873	0	608 486 373
AGERROUTE	29 836 602 991	0	0	29 836 602 991
ANPEJ	46 426 854	14 974 156	5 040 958	66 441 968
FAISE	5 757 645	6 603 667	1 452 312	13 813 624
DGPSN	0	0	0	0
ADS	4 230 168 789	4 310 044 944	0	8 540 213 733
FNCF	600 000	2 683 090	1 710 706	4 993 796
FERA	3 347 194 095	35 062 311	6 776 880	3 389 033 286
OLAG	0	0	0	0
DGPU	0	0	0	0
OFFOR	3 542 101		1 118 648	4 660 749
TOTAL	40 314 066 463	11 433 020 996	399 028 505	52 146 115 964

Annexe n°6 : niveau de mobilisation des ressources des EPS

Structures	RESSOURCES DE FONCTIONNEMENT					RESSOURCES D'INVESTISSEMENT				
	PREVISIONS	Dont subvention fonctionnement Etat	REALISATIONS	Dont subvention fonctionnement Etat	Niveau de réalisation	PREVISIONS	Dont subvention investissement	REALISATIONS	Dont subvention investissement	Niveau de réalisation
IHS	482 805 647	78 596 465	287 119 599	56 477 173	59,47%	0	0	0	0	#DIV/0!
EPS ALBERT ROYER	1 672 868 512	615 717 874	1 121 863 365	511 184 421	67,06%	1 603 275 593	81 949 387	1 478 275 593	81 949 387	92,20%
CNTS	879 864 287	130 689 000	387 314 775	104 550 600	44,02%	320 550 386	100 000 000	270 550 386	50 000 000	84,40%
EPS DALAL JAMM	238 200 000	238 200 000	238 200 000	238 200 000	100,00%	61 800 000	61 800 000	61 800 000	61 800 000	100,00%
EPS DIOURBEL	1 158 732 000	535 162 117	522 703 424	234 849 695	45,11%	519 500 000	519 500 000	190 721 682	190 721 682	36,71%
EPS ROI BAUDOIN	782 761 087	75 397 446	635 701 901	45 238 466	81,21%	171 171 889	25 000 000	109 048 636	0	63,71%
HPD	10 271 108 104	1 695 167 000	8 017 333 728	1 695 167 000	78,06%	507 147 712	173 000 000	507 147 712	17 500 000	100,00%
EPS HOGGY	6 364 312 980	1 413 275 000	5 063 642 007	1 591 190 352	79,56%	891 439 550	300 000 000	291 077 027	0	32,65%
HALD	7 851 728 900	1 821 787 000	4 345 559 425	1 457 429 600	55,35%	2 567 212 890	800 000 000	1 589 981 387	283 321 719	61,93%
TOTAL	29 702 381 517	6 603 991 902	20 619 438 224	5 934 287 307	69,42%	6 642 098 020	2 061 249 387	4 498 602 423	685 292 788	67,73%

Annexe n°7 : niveau de consommation des crédits des EPS

STRUCTURES	CHARGES DE FONCTIONNEMENT					CHARGES D'INVESTISSEMENT		
	PREVISIONS	Dont Charges de personnel	REALISATIONS	Dont Charges de personnel	Niveau de réalisation	PREVISIONS	REALISATIONS	Niveau de réalisation
IHS	482 805 647	222 500 449	271 416 010	148 421 726	56,22%	0	0	#DIV/0!
EPS ALBERT ROYER	1 672 868 512	740 843 651	1 132 267 791	524 768 251	67,68%	1 603 275 593	158 399 774	9,88%
CNTS	879 864 287	196 742 481	314 532 940	157 481 442	35,75%	320 550 386	43 579 309	13,60%
EPS DALAL JAMM	238 200 000	68 000 000	200 546 926	53 390 579	84,19%	61 800 000	60 215 596	97,44%
EPS DIOURBEL	1 158 732 000	592 926 000	543 200 415	360 652 330	46,88%	519 500 000	50 436 200	9,71%
EPS ROI BAUDOIN	782 761 088	369 251 386	526 553 281	276 311 250	67,27%	171 171 889	109 048 696	63,71%
HPD	10 271 108 104	5 381 618 373	5 418 781 814	3 244 095 193	52,76%	507 147 712	270 974 337	53,43%
EPS HOGGY	6 364 312 980	4 044 020 282	4 423 063 632	3 006 680 272	69,50%	891 439 550	291 077 027	32,65%
HALD	7 851 728 900	3 372 250 000	3 607 944 056	2 353 220 285	55,35%	2 567 212 890	671 090 510	26,14%
TOTAL	29 702 381 518	14 988 152 622	16 438 306 865	10 125 021 328	55,34%	6 642 098 020	1 654 821 449	24,91%

Annexe n°8 : composition de l'endettement des EPS

STRUCTURES	dettes fournisseurs	dettes fiscales	dettes sociales	Total
IHS	33 424 633	3 467 224	0	36 891 857
EPS TOUBA	0	0	0	0
EPS ALBERT ROYER	14 214 988	159 000 000	0	173 214 988
CNTS	25 482 219	26 975 976	0	52 458 195
EPS DALAL JAMM	179 224 456	5 416 454	205 764	184 846 674
EPS DIOURBEL				0
EPS ROI BAUDOIN	0	5 323 000	0	5 323 000
HPD	270 101 754	3 980 310 120	3 368 295 454	7 618 707 328
HALD	23 835 308	221 662 013	74 531 844	320 029 165
EPS HOGGY	1 317 247 874	3 227 916 102	1 598 843 015	6 144 006 991
TOTAL	1 863 531 232	7 630 070 889	5 041 876 077	14 535 478 198

Annexe n°9 : niveau de mobilisation des ressources des universités et des centres des œuvres universitaires

Structures	RESSOURCES DE FONCTIONNEMENT					RESSOURCES D'INVESTISSEMENT				
	PREVISIONS	Dont subvention fonctionnement Etat	REALISATIONS	Dont subvention fonctionnement Etat	Niveau de réalisation	PREVISIONS	Dont subvention investissement	REALISATIONS	Dont subvention investissement	Niveau de réalisation
CROUSS	4 555 692 000	3 752 815 000	4 240 031 784	3 752 815 000	93,07%	278 100 000	100 000 000	178 100 000	0	64,04%
ISEP THIES	552 280 473	531 140 473	552 280 473	531 140 473	100,00%	106 000 000	74 309 527	106 000 000	74 309 527	100,00%
UNIVERSITE THIES	3 537 428 673	3 025 001 673	3 275 433 153	3 025 001 673	92,59%	813 522 302	126 752 327	235 573 761	40 251 541	28,96%
UNIVERSITE BAMBI	2 485 439 438	1 700 000 000	2 003 079 818	1 275 000 000	80,59%	232 465 962	0	232 465 962	0	100,00%
UCAD	21 728 234 740	17 931 226 150	23 558 900 783	21 921 251 898	108,43%	465 746 424	185 000 000	-	-	0,00%
TOTAL	32 859 075 324	26 940 183 296	33 629 726 011	30 505 209 044	102,35%	1 895 834 688	486 061 854	752 139 723	114 561 068	39,67%

Annexe n°10 : niveau de consommation des crédits des universités et des centres des œuvres universitaires

STRUCTURES	CHARGES DE FONCTIONNEMENT					CHARGES D'INVESTISSEMENT		
	PREVISIONS	Dont Charges de personnel	REALISATIONS	Dont Charges de personnel	Niveau de réalisation	PREVISIONS	REALISATIONS	Niveau de réalisation
CROUSS	4 691 692 000	1 908 042 000	4 318 550 981	1 552 275 776	92,05%	142 100 000	81 794 563	57,56%
ISEP THIES	552 280 473	285 704 931	419 706 334	203 159 882	76,00%	106 000 000	14 728 042	13,89%
UNIVERSITE THIES	3 537 428 673	2 775 370 287	3 123 334 652	2 665 192 595	88,29%	813 522 302	151 515 422	18,62%
UNIVERSITE BAMBEY	2 485 439 438	1 594 810 000	1 986 440 022	1 217 481 024	79,92%	232 465 962	3 417 982	1,47%
UCAD	21 728 234 740	16 368 796 632	18 621 570 175	15 614 044 347	85,70%	465 746 424	0	0,00%
TOTAL	32 995 075 324	22 932 723 850	28 469 602 164	21 252 153 624	86,28%	1 759 834 688	251 456 009	14,29%

Annexe n°11 : composition de la dette des universités et des centres des œuvres universitaires

	Dettes fournisseurs	Dettes fiscales	Dettes sociales	Total
CROUSS	2 644 768 310	1 580 851 297	0	4 225 619 607
ISEP	4 127 540	3 266 083	605 643	7 999 266
UCAD	2 447 002 900	0	5 030 924 432	7 477 927 332
UNIVERSITE THIES	47 486 029	0	0	47 486 029
UADB	88 522 040	27 623 648	11 111 172	127 256 860
TOTAL	5 231 906 819	1 611 741 028	5 042 641 247	11 886 289 094